

blement ces discours, alors même que je n'étais pas d'accord. Il est peut-être bon de signaler que j'occupais mon siège tandis que le député de Brandon-Souris (M. Dinsdale) faisait son discours et qu'aucun des députés d'en face, qui se plaignent maintenant, n'était à sa place. Alors, comment savent-ils ce que renfermait ce discours? Ils n'étaient pas à la Chambre.

Les prix de l'alimentation au détail ont augmenté à peu près autant que le prix moyen général à la consommation pour les biens et les services. Jusqu'au mois de mars 1972, l'élément alimentation dans l'indice du prix à la consommation était de 137.1, sur la base de 100 en 1961, en comparaison de 137.4 pour tous les articles que comprend l'indice. Autrement dit, l'élément alimentation dans l'indice du coût de la vie était légèrement inférieur à la moyenne de tous les éléments. Or, à l'heure actuelle, le NPD blâme l'alimentation, alors que l'indice renfermait l'élément appelé services, qui s'établissait à 148.5. Pourquoi ne fait-on pas ressortir le véritable élément responsable dans l'ensemble, au lieu de toujours choisir les cultivateurs?

Le même argument injuste a été invoqué en 1965, alors que l'alimentation, sur la base de l'indice de 1949, avait marqué la hausse la plus faible parmi toutes les composantes majeures de l'indice du coût de la vie. Cependant, ces députés se sont attachés constamment à accuser l'alimentation. Il faut aussi leur signaler que l'indice du prix de l'alimentation pour l'année 1971 a été de 131.4, sur la base de 100 en 1961, mais que l'indice des prix touchés par les cultivateurs a été de 112.5 pour la même période. Or, les députés se plaignent parce que les cultivateurs ont un sort un peu meilleur par suite des mesures prises par le gouvernement, notamment parce que cela se manifeste dans les prix, alors que, dans notre régime économique, la chose doit manifestement se déceler dans le prix de l'alimentation.

Une voix: Vous invoquez des arguments imaginaires.

L'hon. M. Olson: Non, je n'invoque pas des arguments imaginaires, j'en réfute certains, ou du moins j'essaie de le faire. Je n'ai pas entendu le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) défendre les pêcheurs parce que, depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, c'est la première fois que les pêcheurs reçoivent justice quant aux recettes que leur rapportent leurs produits, mais cela entre aussi dans l'élément alimentation pour le calcul de l'indice du coût de la vie. J'imagine que les pêcheurs voudraient qu'on prenne leur défense plutôt que d'être témoins de ce qui se passe.

Quelques députés de ce côté-ci ont prouvé que la proportion de leur revenu que les Canadiens consacrent à leur alimentation est la plus faible au monde. Comme l'a signalé le député de Lanark-Renfrew-Carleton (M. McBride) il y a quelques minutes, cette proportion ne s'élève qu'à environ 17 ou 18 p. 100. Plus important encore est le fait qu'actuellement la commande hebdomadaire d'épicerie coûte au Canadien moins d'heures de travail qu'au ressortissant de tout autre pays.

On peut comparer le nombre d'heures de travail nécessaires dans le secteur industriel pour acheter un panier de victuailles variées dans divers pays. Cette étude a été effectuée. Un panier contenant une large gamme de denrées, soit la moyenne de ce qu'on trouve sur une liste d'achats hebdomadaires, peut s'acheter en moyenne au Canada pour l'équivalent de cinq heures de travail dans le secteur industriel. C'est le nombre d'heures de travail le plus faible de n'importe quel pays et l'étude englobait la

[L'hon. M. Olson.]

Belgique, le Danemark, l'Italie, la Suède, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest, soit les pays les plus industrialisés du monde. Il faut cinq heures au Canada et beaucoup plus dans d'autres pays. Même aux États-Unis, il faut 5.9 heures et jusqu'à 24 heures en Italie.

C'est là l'apport des cultivateurs et des industries alimentaires à la société canadienne. Malgré tout cela, on accuse les cultivateurs d'être les seuls responsables de la situation actuelle. J'estime que c'est malhonnête, que c'est les desservir que de parler ainsi, et qu'il faut mettre périodiquement au grand jour ce genre d'hypocrisie.

Permettez-moi de décrire ce que j'entends par hypocrisie. Je ne serais pas du tout surpris, si l'opposition avait l'occasion de proposer une autre motion la semaine prochaine, de l'entendre reprocher au gouvernement d'avoir été incapable d'assurer aux cultivateurs un prix normal pour leur production. L'opposition l'a déjà fait une fois ou deux. Pour rendre les choses encore plus déroutantes, le député de Brandon-Souris est intervenu pour absoudre les chaînes de transformation et de distribution. On sait trouver des termes hautement impressionnants pour défendre ce genre de position des deux côtés de la barricade, à droite, à gauche et au milieu en même temps. Nos cultivateurs le comprendront car, dans une certaine mesure, on leur a maintenant rendu justice.

M. Woolliams: Ils vous en aimeront.

L'hon. M. Olson: On a accusé ces derniers mois une augmentation des prix de vente de certains produits agricoles; le porc, les produits laitiers et le poisson en sont des exemples. Toutefois, si les vis-à-vis se proposent d'attirer l'attention du public là-dessus et de se plaindre que ces producteurs obtiennent des prix plus équitables, il serait temps de démasquer ce genre d'hypocrisie.

Ils se lamentent parce que certains Canadiens n'ont pas un régime alimentaire convenable. Les enquêtes menées de temps à autre le prouvent. Ce que nos vis-à-vis oublient de dire c'est que, d'après les spécialistes en alimentation, les déficiences d'un régime alimentaire n'ont rien à voir ou presque avec le niveau du revenu. Le député d'Essex (M. Whelan) a souligné que le régime alimentaire de beaucoup de Canadiens qui peuvent se payer tous les aliments dont ils ont besoin, présente des carences graves, bien qu'ils consomment, en général, plus qu'il ne faudrait. C'est ce qui arrive en fait, mais nos vis-à-vis ne le disent pas.

Ils versent des larmes de crocodile, alléguant qu'il faudrait remédier à la situation. Nous savons, d'après ce que nous disent les spécialistes en alimentation, que des centaines de milliers de Canadiens n'ont pas un régime alimentaire équilibré, mais ce n'est certainement pas la faute des prix élevés des denrées. On trouve au Canada suffisamment de bons produits tout à fait sains et peut les acheter qui veut.

Une voix: Avec quel argent?

L'hon. M. Olson: Le consommateur consacre une partie de son budget à l'achat de certains produits qui contribuent à l'augmentation de l'indice du coût de la vie et que nos vis-à-vis n'ont pas l'honnêteté de mentionner. Quelques-uns de ces produits ont augmenté de 150 p. 100.

Une voix: Telles les dépenses gouvernementales.

L'hon. M. Olson: Le gouvernement actuel a depuis longtemps admis qu'un secteur de la population était obligé de se contenter d'un revenu fixe sur lequel toute augmentation des prix se répercuterait fâcheusement entraînant